

Pièce: Enquête nationale sur les femmes et les
filles autochtones disparues et assassinées

Lieu/Partie: Partie 4: Présentations orales

Témoin: n/a

Introduite par: Diane Matte, CLES

Infos: P04P02P0401

Date: DEC 13 2018

Initiales

I/D

Pièce no.

53

16



La Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) est un organisme féministe visant à éradiquer l'exploitation sexuelle et toutes les autres formes de violence envers les femmes. Nous croyons que les causes systémiques de la violence vécue par les femmes autochtones portent les noms de patriarcat, colonialisme, racisme et capitalisme. Nous croyons plus particulièrement que l'exploitation sexuelle commerciale (synonyme de prostitution) est l'une des formes de violence envers les femmes les plus occultées et banalisées. Nous sommes un organisme faisant de l'éducation du public et de la prévention, mais nous offrons également du soutien aux femmes aux prises avec la prostitution et ce, peu importe leur désir de sortie ou non. Notre approche est féministe en ce sens qu'elle vise à amener les femmes à reprendre du pouvoir sur leur vie tout en respectant leurs démarches et leur rythme. **Nous ne jugeons jamais les femmes qui sont dans la prostitution, mais le patriarcat, toujours.**

Les recommandations ci-dessous découlent de notre travail depuis plus de dix ans auprès et avec les femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution. De plus, nous avons réalisé une analyse des besoins des femmes dans la prostitution en 2014. Cette recherche-action a clairement fait ressortir des besoins au niveau de la prévention, du soutien inconditionnel dont les femmes ont besoin et des ressources incluant l'État qui doivent offrir plus aux femmes.

Recommandations pour l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées présentées à Ottawa, le 13 décembre 2018

Volet prévention ou « mettre fin à la demande »

Objectif : Prévenir l'entrée dans la prostitution et l'achat de services sexuels (éducation à l'égalité)

- Mettre en place un cours d'éducation sexuelle faisant la promotion de relations égalitaires et anti coloniales avec la formation appropriée pour le personnel qui le dispensera.
- Légiférer sur les pratiques publicitaires et la production et la diffusion d'images sexistes. Il existe un continuum entre la pornographisation de notre société et la banalisation de la prostitution toute comme de toutes les formes de violence envers les femmes.
- Développer des formations pour sensibiliser les intervenant-e-s au vécu des femmes autochtones dans la prostitution et sur la prévention de l'exploitation sexuelle.
- Mettre en place une campagne de publicité sociétale sur une période de 5 ans afin de délégitimer l'industrie du sexe en parlant de ses impacts, tout particulièrement sur les femmes autochtones, pour contrer la stigmatisation des femmes dans la prostitution et en affirmant que l'achat d'actes sexuels est incompatible avec l'égalité de fait pour toutes les femmes du Canada.

Volet socio-économique

Objectif : offrir des alternatives pour les femmes autochtones et contrer leur appauvrissement ainsi que celle de leurs communautés

- Nous soutenons la proposition de Rape Relief and Women's Shelter concernant le revenu minimum garanti décent pour la population canadienne incluant les nations autochtones. La pauvreté est l'un des vecteurs les plus puissants pour l'entrée dans la prostitution.
- Nous soutenons la proposition de Aboriginal Women's Action Network de financer des organismes féministes autochtones afin d'offrir du soutien adéquat, par et pour et avec une approche holistique aux femmes autochtones présentement dans l'industrie du sexe ou étant sorties.
- Exiger des gouvernements provinciaux et territoriaux la mise en place de programmes de sortie individuels comportant un accès à la citoyenneté (statut indien selon le désir des femmes), accès à un logement, effacement de tous les casiers judiciaires liés à la prostitution ou l'itinérance, accès à des services de désintoxication gratuit, accès à un soutien financier pour elles et leurs familles pour une période de 2 à 5 ans ainsi qu'un accompagnement et du soutien dans un projet de vie.
- Développer des alternatives économiques spécifiques pour les femmes autochtones dans les communautés (investissement dans les infrastructures sociales des communautés), mais surtout là où il y a des développements miniers ou des projets de grandes envergures amenant un flux d'hommes dans une région donnée.

Volet juridique

Objectif : Reconnaître le caractère sexiste, raciste et colonialiste de l'industrie de la prostitution et soutenir la loi criminalisant l'achat d'actes sexuels (LPCVES) tout en demandant une modification pour une décriminalisation totale des personnes prostituées

- Application de la loi (en cohérence avec la nécessité d'offrir des alternatives aux femmes) dans l'ensemble des villes et territoires du Canada criminalisant l'achat d'actes sexuels (Loi sur la protection des collectivités et des victimes d'exploitation sexuelle) et la vente d'actes sexuels d'autrui (en d'autres mots, les clients et les proxénètes ainsi que les entremetteurs dont les lieux faisant la publicité pour les proxénètes et agences).
- Annulation de toutes formes de criminalisation des personnes en situation d'accepter de l'argent contre des actes sexuels peu importe le lieu.
- Un examen des motifs d'incarcération des femmes autochtones et libération de celles ayant été accusées de crimes économiques, sollicitation et tout autre crime commis sous l'influence d'un proxénète (modèle Philadelphie adapté aux femmes ayant été criminalisées).
- Un examen des plaintes pour agressions sexuelles et exploitation sexuelle ayant été rejetées par la police (modèle Philadelphie adapté aux femmes autochtones).

- Formation des corps policiers et des procureurs ainsi que des juges sur les réalités de la prostitution, les liens avec le colonialisme et le sexisme ainsi que la pauvreté.



The Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) is a feminist organization committed to eliminating sexual exploitation and all other forms of violence against women. We believe that the systemic causes of the violence targeting Indigenous women are patriarchy, colonialism, racism and capitalism. More specifically, we believe that commercial sexual exploitation (synonymous with prostitution) is one of the most unseen and downplayed forms of violence against women. We engage in public education and prevention activities and provide support for women in prostitution, whether or not they wish to leave prostitution. As feminists, our goal is to help women regain power over their lives while respecting their pace and process. **We never judge women in prostitution; patriarchy, always.**

The recommendations below draw on more than 10 years of front-line work with women who have experience related to prostitution. In 2014, we conducted an analysis of the needs of women in prostitution. This action-research study highlights needs related to prevention, women's need for unconditional support, and resources, including from the government, which should provide more for women.

Recommendations for the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls, presented in Ottawa, December 13, 2018

Prevention or, "putting an end to the demand"

Objective: Prevent the entry into prostitution and the buying of sex (equality education)

- Institute sex education classes that promote egalitarian and anti-colonial relations, and appropriate training for sex education teachers.
- Legislate on advertising practises and the production and dissemination of sexist images. The pornification of our society and normalization of prostitution and all forms of violence against women are two poles of a continuum.
- Develop training to sensitize workers to the experience of Indigenous women in prostitution and on the prevention of sexual exploitation.
- Implement a 5-year societal advertising campaign to de-legitimize the sex industry by talking about its impacts, especially on Indigenous women, to counter the stigmatization of women in prostitution, and to affirm that the purchase of sexual acts is incompatible with de facto equality for all women in Canada.

Social-economic aspects

Objective: Provide alternatives for Indigenous women and counter their impoverishment and that of their communities

- We support the proposal of Rape Relief and Women's Shelter concerning a guaranteed livable income for Canadians, including Indigenous nations. Poverty is one of most powerful vectors for entry into prostitution.
- We support the proposal of the Aboriginal Women's Action Network to fund Indigenous feminist organizations to provide adequate support, with a holistic, "by and for" approach, for Indigenous women currently in the sex industry and those who have gotten out.
- Call on provincial and territorial governments to set up individual exiting programs that include access to citizenship (Indian status, depending on women's wishes), access to housing, erasure of all criminal records related to prostitution and homelessness, access to free detox services, access to financial assistance for women and their families for 2 to 5 years, and advocacy and support for a life plan.
- Develop economic alternatives specifically for Indigenous women in their communities (investment in community social infrastructures), but also in areas where mining developments and large-scale projects bring large numbers of men into a given area.

Legal aspects

Objective: Recognize the sexist, racist and colonialist nature of the prostitution industry and support the Protection of Communities and Exploited Persons Act (PCEPA), while demanding it be amended for the total decriminalization of prostituted persons.

- Ensure the application of the *Protection of Communities and Exploited Persons Act* in all cities and territories of Canada (not now the case). In addition to recognizing the need to provide alternatives for women, it criminalizes the buying of sex and selling the sexual services of others (in other words, buyers, pimps and procurers that advertise on behalf of pimps and agencies).
- Stop all forms of criminalization of individuals who resort to accepting money in exchange for sex, regardless of the location.
- Study the causes of Indigenous women's incarceration, particularly women charged with financial crimes, communication and other types of crime committed under the influence of a pimp (Philadelphia model adapted to women who have been criminalized).
- Study the reports of sexual assault and sexual exploitation rejected by the police (Philadelphia model adapted to Indigenous women).
- Train police, prosecutors and judges on the realities of prostitution, and the links to colonialism, sexism and poverty.